

<https://cafepedagogique.net/2024/11/13/les-reactions-syndicales-unanimes-contre-le-choc...>

Café pédagogique

4 min read

Les réactions syndicales unanimes contre le choc des savoirs, acte 2

Les réactions syndicales unanimes contre le choc des savoirs, acte 2



Dans un contexte de « fonctionnaire bashing », de débats parlementaires sur la question du budget 2025 autour des suppressions de postes notamment, la ministre Anne Genetet a annoncé les mesures de l'acte 2 de la réforme des savoirs. Les réactions des organisations syndicales sont unanimes pour dénoncer les mesures à venir. Elles demandent l'abandon des réformes.

« Il ne peut pas y avoir d'acte II du choc des savoirs », pour l'UNSA

L'UNSA éducation réaffirme leur *« ferme opposition aux dispositions restantes, qui continuent de menacer l'essence même du service public d'éducation à travers la généralisation des évaluations standardisées, la révision des programmes en rupture avec la logique des cycles, et la grave évolution du Diplôme National du Brevet au risque d'en faire un couperet social. Alors même que la mesure phare de l'acte I, les groupes de besoin, n'a fait l'objet d'aucune évaluation, n'étant en place que depuis quelques semaines, comment peut-on imaginer un acte II? »*

« Mesures Genetet ou l'entêtement néfaste d'une ministre », pour la CGT

La CGT rappelle que la ministre Anne Genetet avait parlé d'une pause dans les réformes... pour finalement poursuivre le travail de son prédécesseur. Elle relève le *« numéro d'équilibriste à vouloir imposer ces mesures nécessitant un nombre d'enseignant·es non négligeable dans un contexte d'austérité budgétaire et de suppression de postes. Consciente de ne pas avoir les personnels suffisants pour les groupes de niveaux collège, la ministre va très certainement recourir au financement du soutien des élèves en difficultés par le Pacte (Devoirs faits, stages pendant les vacances...), autre mesure rejetée par la CGT Educ'action. »*

DNB obligatoire et prépa-2^{de} : renoncement scolaire et professionnel pour une partie de la jeunesse, pour le Snuep-FSU

Pour le Snuep-FSU, :« En annonçant que le DNB sera obligatoire pour entrer en seconde à partir de 2027, la ministre de l'Éducation nationale poursuit le projet d'exclure des élèves, majoritairement issu·es de milieu défavorisé, de l'accès au baccalauréat ». Le syndicat analyse : « la ministre n'a d'autre but que d'orienter les élèves les plus fragiles scolairement et socialement vers les métiers peu ou pas qualifiés, imposant ainsi un renoncement scolaire, professionnel et social pour une partie de la jeunesse. »

« L'école n'a pas besoin d'un acte 2 du choc des savoirs », pour le SNES

Pour le Snes-Fsu, *« La ministre a annoncé un Acte 2 du « Choc des savoirs » au mépris des réalités du terrain et des attentes des personnels, dans l'unique but de sauver l'héritage de Gabriel Attal plutôt que de préserver l'avenir de l'École publique. La mise en place de l'Acte 1 à la rentrée 2024 a nettement dégradé les conditions de travail des personnels sans que les apprentissages des élèves s'en trouvent améliorés. C'est même l'exact contraire tant les emplois du temps mis en barrettes et le passage incessant du groupe classe aux groupes de niveau pour les mathématiques et le français ont désorganisé les collèges depuis septembre ». « L'école n'a pas besoin d'un acte 2 du choc des savoirs, elle a besoin d'un choc des moyens, des salaires, et que l'on baisse les effectifs dans les classes pour améliorer les conditions d'étude. »*

« La série noire continue » pour le SE-Unsa

« Le SE-Unsa reproche une déconnexion totale des mesures avec les attentes des personnels et les besoins des élèves. On persiste à épuiser les premiers par d'incessantes nouveautés inefficaces et à modeler les seconds par homogénéisation des apprentissages et prédétermination des parcours. Il s'agit par ailleurs d'un saupoudrage diffus de mesures de la maternelle au lycée qui veut montrer que l'on agit pour élever le niveau alors que les moyens ne sont pas réunis pour mettre en place correctement la moitié des mesures. »

« Genetet fonce dans le mur en s'entêtant avec le Choc des savoirs » pour Sud Education

Le syndicat juge de fiasco l'acte 1 de la réforme initiée par Gabriel Attal. Pour Sud, « ces annonces sont inacceptables : le ministère a choisi de poursuivre le passage en force. Plutôt que de lutter contre les inégalités sociales via une vraie politique d'éducation prioritaire, le ministère fait le choix de mesures qui sanctionnent les élèves en difficultés scolaires pour les exclure du système éducatif, de mesures qui nient notre liberté pédagogique et dégradent le métier d'enseignant·e et poursuit sa politique en faveur de l'école privée. »

Dans Le café pédagogique

- **Choc des savoirs : le début de la fin de la démocratisation scolaire**
- **Choc des savoirs, Acte 2 : Anne Genetet applique les réformes de Gabriel Attal**

Generated with Reader Mode